

## Panorama de Mayotte

### CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES

Chef-lieu	Mamoudzou
Superficie	375 km <sup>2</sup>
Situation géographique	Océan Indien, Paris à 8 500 km, La Réunion à 1 500 km, Madagascar à 250 km
Langues parlées	Français, Shimaoré, Shibushi et langues comoriennes
Monnaie	Euro
Statut	Département et région d'outre-mer, Région ultrapériphérique depuis le 1 <sup>er</sup> janvier 2014
Rand mondial IDH (2005)	107
Représentation nationale	2 députés, 2 sénateurs, 1 représentant au Conseil économique, social et environnemental
Représentation de l'État	Préfet

### Repères historiques

Située à l'entrée Nord du canal du Mozambique, l'île de Mayotte est depuis des siècles un carrefour d'échanges maritimes entre l'Europe et l'océan Indien.

Selon les recherches archéologiques et linguistiques les plus récentes, les premiers peuplements, qui dateraient du VIII<sup>e</sup> siècle, seraient des civilisations à la fois bantoue venue de la côte Est-africaine et austronésienne (ou proto-malgache) venue d'Indonésie. Au IX<sup>e</sup> siècle, l'arrivée dans l'archipel des Comores de marchands arabopersans va générer un bouleversement dans l'organisation sociale : le système tribal et matrilineaire, hérité des origines africaines, laisse place à une organisation reposant sur le sultanat et les principes de l'Islam.

Considérée avant tout comme un port d'escale, Mayotte ne commence à présenter un intérêt pour les Français qu'à la suite de leur perte d'influence sur l'île de France (aujourd'hui l'île Maurice) en 1814. L'histoire de Mayotte française débute au XIX<sup>e</sup> siècle lorsque le dernier sultan de Mayotte cède l'île au commandant Passot le 25 avril 1841. La prise de possession officielle de Mayotte par les Français se fera en juin 1843 avec la ratification du Traité de cession de Mayotte. Cette dernière est alors érigée en colonie française. De 1880 à 1912, la France établit un protectorat sur les autres îles de l'archipel des Comores, devenues Territoire d'Outre-mer (TOM) en 1946.

### Organisation institutionnelle

À l'inverse des autres îles de l'archipel des Comores qui ont réclamé leur indépendance dès les années 1950, Mayotte affirme à de nombreuses reprises son attachement à la France. En 1974, à la veille de l'indépendance des Comores (obtenue en 1975), la population refuse à 65,0 % le détachement de la Métropole. Elle confirmera ce choix à l'occasion du référendum d'autodétermination, en approuvant en 1976 à 99,4 % son maintien au sein de la République française en tant que TOM.

En 2001, Mayotte devient une collectivité départementale et, le 29 mars 2009, la population s'est exprimée à 95,2 % en faveur de la transformation de Mayotte en Département et Région d'Outre-mer (DROM). Le 31 mars 2011, la Collectivité départementale de Mayotte devient le 101<sup>e</sup> département français (5<sup>e</sup> département d'Outre-mer) et exerce désormais les compétences dévolues aux DROM.

Outre la révision de l'état-civil et la réforme de la justice, cette évolution institutionnelle s'accompagne d'un alignement progressif du SMIG et des prestations sociales sur les niveaux hexagonaux, d'une réforme de la fiscalité et de la création d'un Fonds mahorais de développement économique, social et culturel (FMDESC) qui remplace le Fonds mahorais de développement (FMD).

La France a demandé à l'Union européenne, comme cela était prévu à l'issue du processus de départementalisation, l'accession de Mayotte -qui faisait partie des Pays et Territoires d'Outre-mer (PTOM)- au statut de Région ultrapériphérique (RUP). Le conseil européen réunissant les 27 chefs de gouvernement des pays membres, réuni le 11 juillet 2012, s'est exprimé en faveur de cette accession, permettant ainsi à l'île de devenir RUP au 1<sup>er</sup> janvier 2014.

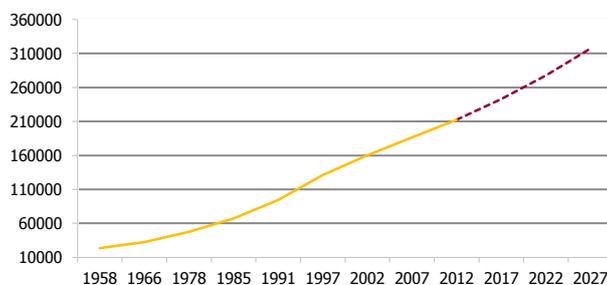
# UNE TRANSITION DÉMOGRAPHIQUE EN COURS

Mayotte enregistre une croissance démographique rapide et un rajeunissement marqué de sa population. Le nombre d'habitants a triplé depuis 1985 pour atteindre 212 645 habitants en 2012. L'âge médian est passé de 20 ans en 2007 à 17,5 ans en 2012 et six mahorais sur dix ont moins de 25 ans. Cet important accroissement, qui s'explique à la fois par une natalité très élevée, une faible mortalité et une immigration marquée, est cependant ralenti depuis 1997. Le taux de croissance annuel moyen de la population (+2,7 %), mesuré entre 2007 et 2012, reste néanmoins supérieur à celui de La Réunion (+1,0 %, 2004-2014) mais se rapproche de celui des Comores (+2,4 %, 2011). Le solde migratoire, largement positif entre 1997 et 2002, est devenu négatif sur les périodes 2002-2007 et 2007-2012. La densité de population (570 habitants par km<sup>2</sup> en 2012) est, après celle de Maurice (640 habitants par km<sup>2</sup>), la plus forte de la région et la plus élevée des départements français hors Île-de-France. La part de la population de nationalité étrangère atteint 39,8 % en 2012 dont 39,0 % sont nés sur le territoire français.

Indicateurs démographiques	Mayotte	France <sup>(1)</sup>
Population (2012, en millions pour la France)	212 645	66,3
Part des moins de 20 ans (% , 2012)	54,4	24,7
Part des 20-59 ans (% , 2012)	41,4	50,8
Part des 60 ans ou plus (% , 2012)	4,2	24,5
Densité de population (hab./km <sup>2</sup> , 2012)	570	120 <sup>(2)</sup>
Taux croissance annuel moy. de la pop. (% , 2007-2012)	2,7	0,6 <sup>(3)</sup>
Taux de natalité (pour 1 000 hab., 2012)	30,5	12,4
Taux de mortalité (pour 1 000 hab., 2012)	4,6	8,4
Taux de mortalité infantile (pour 1 000 naissances, 2007)	13,5	3,5
Indice conjoncturel de fécondité (2012)	4,1	2,0
Espérance de vie des femmes à la naissance (années, 2007)	73,0	85,4
Espérance de vie des hommes à la naissance (années, 2007)	73,0	79,2

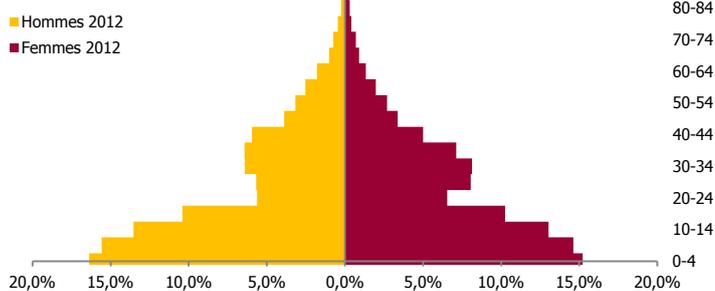
(1) Bilan démographique de l'Insee 2014 ; (2) Densité de la population française métropolitaine en 2015; (3) Entre 2005 et 2015  
Source : Insee

Population à l'horizon 2027



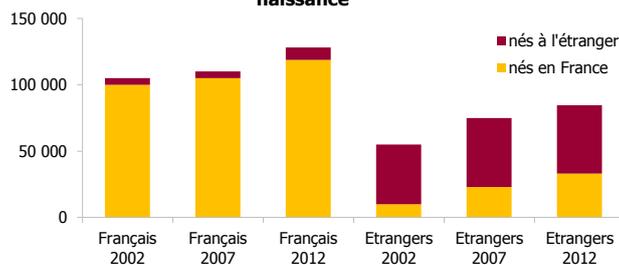
Source : INSEE

Pyramide des âges en 2012



Source : INSEE

Population selon la nationalité et le lieu de naissance



Source : INSEE

## PANORAMA DE L'ÉCONOMIE

Principaux indicateurs économiques	Mayotte	France <sup>(1)</sup>
PIB (milliards d'euros courants, 2011)	1,6	2 132,4
Taux de croissance du PIB (% , euros constants, 2005-2011)	8,5	0,2
PIB par habitant (euros courants, 2011)	7 896	32 227
Taux de dépendance aux importations (% , 2011)	20,1	30,5
Dépenses de l'État dans la collectivité (en % du PIB, 2011)	31,5	-
Taux de chômage (% , au sens du BIT, 2014)	19,6	9,8

(1) En 2014 ;

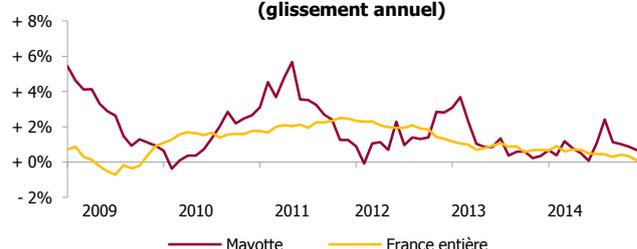
Sources : Insee, Douanes, Pôle Emploi, DRFIP, Région, Département

du PIB au cours de cette période s'explique par l'accroissement des dépenses de consommation finale des administrations publiques en lien avec l'implantation de nouvelles administrations. En 2011 (dernière donnée disponible), le PIB de Mayotte est estimé à 1 575 millions d'euros et les administrations publiques contribuent à la création de 53,7 % de la valeur ajoutée. En dépit de sa forte augmentation, le retard de niveau de vie de Mayotte par rapport à la Métropole reste important : en 2011, le PIB par habitant (7 896 euros) y était quatre fois inférieur (32 227 euros).

### Des prix volatils

L'Indice des prix à la consommation (IPC) de Mayotte est plus volatil que celui de la France entière, en raison de la dépendance de l'île vis-à-vis de l'extérieur, des coûts élevés d'acheminement et de l'évolution des cours mondiaux des matières premières et des hydrocarbures. La variation des prix des services et des produits alimentaires et boissons contribue le plus à l'évolution de l'IPC. Depuis le milieu de l'année 2013, on observe un ralentissement de la hausse des prix et une convergence vers l'évolution de l'IPC de la France entière. En décembre 2014, les prix augmentent de +0,7 % sur un an à Mayotte contre +0,1 % pour la France entière.

Indice général des prix à la consommation (glissement annuel)



Source : INSEE

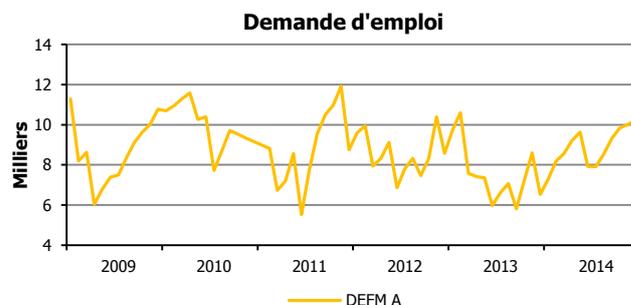
## Un marché du travail marqué par la transition vers une économie de services

L'emploi est marqué par la mutation de l'île vers une économie de services liée, entre autres, à une part croissante de l'emploi informel. Le secteur primaire a, pour sa part, perdu 1 587 emplois entre 2007 et 2012 (-79,3 %). Les emplois du secteur tertiaire progressent plus rapidement que ceux du secteur secondaire et représentent environ 80,0 % des offres d'emploi enregistrées par Pôle emploi. Entre 2007 et 2012, l'emploi total chute de 2,7 % en raison d'une forte baisse de l'emploi non salarié (-23,9 %). Les administrations publiques constituent le premier employeur (53,5 % de l'emploi total, 44,0 % des offres d'emploi en 2014) et le secteur privé est en pleine expansion. L'enquête emploi, réalisée en 2014 par l'INSEE, estime le taux de chômage à 19,6 %. Ce chiffre sous-estime cependant l'ampleur réelle du chômage sur l'île. En effet, les critères de définition du chômage au sens du BIT génèrent pour Mayotte un très fort « halo » autour du chômage, constitué de 28 100 inactifs souhaitant travailler mais non comptabilisés dans les chômeurs au sens du BIT. Selon le recensement de 2012, Mayotte compte 52 000 actifs âgés de 15 à 64 ans, dont 19 000 se déclarent au chômage (36,5 %). Le chômage est essentiellement dû à l'inadéquation entre les qualifications professionnelles et les besoins du secteur productif.

Emploi	2007	2012	Évol. 12/07 <sup>(1)</sup>
<b>Emploi total</b>	<b>37 910</b>	<b>33 000</b>	<b>-2,7%</b>
<b>Emploi non salarié</b>	<b>12 889</b>	<b>3 300</b>	<b>-23,9%</b>
<b>Emploi salarié</b>	<b>25 021</b>	<b>29 700</b>	<b>3,5%</b>
Agriculture	2 002	415	-27,0%
Industrie	1 251	1 484	3,5%
BTP	2 002	3 056	8,8%
Commerce	3 002	3 145	0,9%
Services marchands	3 753	5 697	8,7%
Services non marchands	9 007	15 903	12,0%
Activité liée aux petits boulots	4 003	-	-

(1) Évolution en moyenne par an

Source : Insee

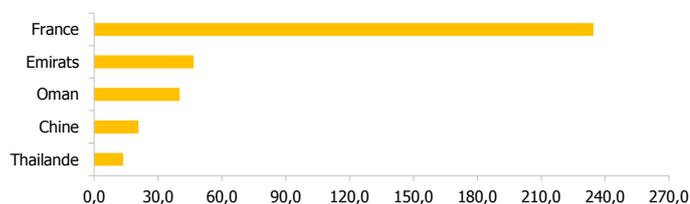


Source : Pôle emploi

## Une balance commerciale structurellement déficitaire

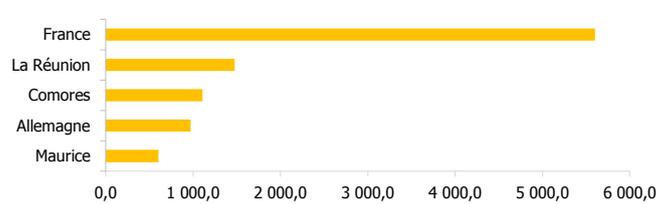
Les échanges commerciaux se caractérisent par une très forte prédominance des importations. Le déficit structurel de la balance commerciale se creuse d'année en année. Cette tendance s'explique par la hausse continue des importations liée à la croissance démographique, à l'augmentation du niveau de vie qui se traduit par une progression des taux d'équipement des ménages et par le niveau insignifiant des exportations. Ces dernières, dont l'évolution est irrégulière, correspondent essentiellement à des réexportations et ne couvrent que 2,5 % des importations en 2014. La France métropolitaine est le principal partenaire commercial tant pour les importations que pour les exportations.

Les principaux fournisseurs en 2014 (en millions d'euros)



Source : Direction régionale des douanes, calculs IEDOM

Les principaux clients en 2014 (en milliers d'euros)



Source : Direction régionale des douanes, calculs IEDOM

Importations en valeur (En milliers d'euros)	2014
Autres produits industriels	159 090
Biens d'équipement	76 920
Matériels de transport	41 423
Produits agricoles, de la pêche et de l'aquaculture	4 179
Produits de l'édition et de la communication	2 990
Produits des industries agroalimentaires	109 733
Produits pétroliers raffinés et coke	84 275
Autres	405
<b>Total</b>	<b>479 013</b>

Source : Direction régionale des douanes, calculs IEDOM

Exportations en valeur (En milliers d'euros)	2014
Autres produits industriels	6 453
Biens d'équipement	2 985
Matériels de transport	1 108
Produits agricoles, de la pêche et de l'aquaculture	150
Produits des industries agroalimentaires	599
Hydrocarbures naturels	523
Autres	33
<b>Total</b>	<b>11 851</b>

Source : Direction régionale des douanes, calculs IEDOM

## LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ

Principaux indicateurs sectoriels	2014	2014/2004 <sup>(1)</sup>
Importations de ciment (tonnes)	76 649	3,8%
Nombre de demandes de permis de construire <sup>(2)</sup>	1 491	4,8%
Trafic passager à l'aéroport de Dzaoudzi	301 226	6,7%
Trafic passager au port de Mayotte	807	-16,6%
Nombre d'établissements (Parc hôtelier) <sup>(2)</sup>	59	5,1%
Nombres de lits <sup>(2)</sup>	958	2,8%

(1) Taux de croissance annuel moyen (TCAM)

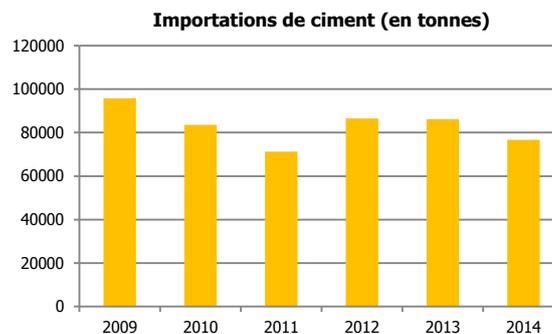
(2) Donnée 2013; TCAM 2013/2003

Sources : Comité du tourisme, service des douanes, aéroport de Mayotte, DEAL, direction du port

L'économie mahoraise est en grande partie structurée autour de très petites unités (90,0 % des entreprises actives ont moins de 5 salariés) qui exercent principalement dans les secteurs du commerce et des services marchands (77,6 % du total des entreprises). L'activité industrielle et de production y tient ainsi une importance mineure. On estime à seulement 500 le nombre de « grandes entreprises » (i.e. celles dont le chiffre d'affaires annuel est supérieur à 150 000 euros) sur un tissu composé d'environ 10 000 entreprises actives en 2014.

## Le BTP, un secteur stratégique en repli

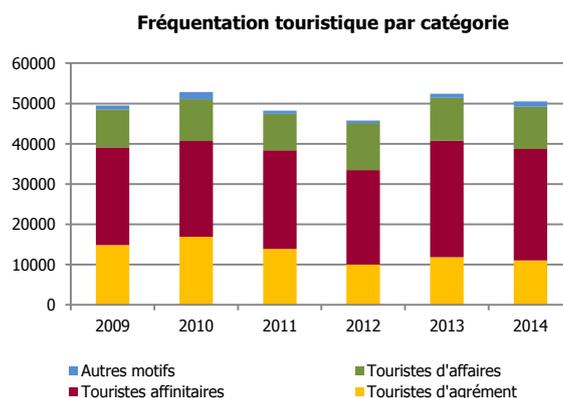
Le secteur du BTP a été un des moteurs de l'économie mahoraise au cours des dix dernières années avec une activité portée tant par la commande publique (besoins importants en infrastructures) que privée (croissance démographique et hausse des revenus). Le secteur employait 10,3 % des effectifs salariés déclarés en 2012. Depuis 2008, l'activité du BTP s'est sensiblement dégradée sous l'effet du ralentissement de la construction de logements et du retard (voire de l'absence) de démarrage de gros chantiers. Avec un niveau très bas de carnets de commandes, une lenteur dans l'exécution de la commande publique et l'allongement généralisé des délais de paiement, notamment des collectivités locales, de nombreuses entreprises ont dû réduire leur effectif ou fermer. La situation en 2014 demeure particulièrement fragile. Les chefs d'entreprise continuent de déplorer un secteur détérioré dont l'activité peine à se relancer.



Source: Direction régionale des douanes, calculs IEDOM

## Le tourisme, un potentiel à concrétiser

En 2014, le secteur du tourisme regroupe près de 7,8 % des entreprises actives de Mayotte et concentre à peine 2,0 % des effectifs salariés et 2,4 % des offres d'emploi enregistrées par Pôle emploi. Malgré le potentiel touristique naturel et culturel de l'île, le tourisme y demeure modeste. Ce secteur pâtit en effet de la faiblesse tant qualitative que quantitative des infrastructures d'accueil et d'un manque de qualifications de la main-d'œuvre. Le coût élevé du transport aérien et la promotion encore récente de la destination représentent également des facteurs limitants. Pourtant, le tourisme constitue pour Mayotte l'un des secteurs d'activité présentant un potentiel modeste mais réel de création de valeur ajoutée et d'emploi. Un Schéma directeur d'aménagement touristique pour Mayotte a été mis au point en 2006 et vise 120 000 à 150 000 visiteurs par an à l'horizon 2020. En 2014, la fréquentation touristique atteint seulement 50 500 touristes (après 52 400 en 2013, soit -3,6 % sur un an).



Source : Insee

## LE FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

Sept établissements bancaires sont installés localement : trois banques commerciales (la Banque française commerciale Océan Indien, la Banque de La Réunion et la Banque Postale), deux banques mutualistes (BRED-BP et CRCAMR) ainsi que BPI Financement et l'AFD. D'autres établissements interviennent toutefois directement depuis La Réunion ou la France métropolitaine sans pour autant disposer d'implantation locale.

Dans la continuité de l'année 2013, l'activité de financement est restée vigoureuse en 2014. Plus marquée au dernier trimestre, cette évolution est due à la bonne tenue des crédits aux entreprises et à la très bonne orientation des crédits aux ménages, en particulier les crédits à la consommation. Ainsi, la croissance de l'encours sain de crédit observée sur les dernières années se poursuit en 2014 (+3,6 %), restant cependant inférieure à celle des années 2012-2013, respectivement +10,3 et +6,5 %. La croissance observée en 2014 est portée par le maintien du niveau d'investissement des entreprises tant en terme de crédits à l'équipement (+4,7 % en glissement annuel) que de financements immobiliers (+9,2 %), elle est cependant atténuée par le recul de 42,7 % des crédits d'exploitation qui s'expliquerait par le non renouvellement de certaines lignes de crédits.

Après un recul inédit en 2013, le volume des crédits à l'habitat des ménages retrouvent une forte croissance en 2014 (+7,8 %), mais ce sont essentiellement les crédits à la consommation (+14,0 % sur un an) qui contribuent à la croissance importante de l'encours sain de crédits des ménages mahorais (+10,6 % sur un an).

Enfin, le taux de créances douteuses (5,4 %) retrouve son plus bas niveau depuis décembre 2011.

Principaux indicateurs financiers	2003	2014	Principaux indicateurs financiers (en millions d'euros)	2003	2014
Nombre de guichets bancaires	9	33	Ensemble des actifs financiers détenus <sup>1</sup>	215,6	466,5
Nombre de distributeurs et guichets automatiques	25	61	<i>Dont entreprises</i>	66,6	154,7
<i>Nombre de comptes ordinaires créditeurs</i>	34 723	53 947	<i>Dont ménages</i>	71,3	260,7
<i>Nombre de comptes d'épargne à régime spécial</i>	32 310	80 991	Encours de crédit sains des agents économiques <sup>1</sup>	317,8	863,9
<i>Nombre de comptes créditeurs à terme</i>	579	506	<i>Dont entreprises</i>	156,7	360,6
Nombre total de comptes	37 623	135 529	<i>Dont ménages</i>	76,0	286,4
Taux de bancarisation	42 %	60,4 %	<i>Dont collectivités locales</i>	75,6	153,9
Nombre de dossiers de surendettement	0	11	Taux de créances douteuses <sup>1,2</sup>	2,6 %	5,4 %

Source : IEDOM

<sup>1</sup> Au près de l'ensemble des établissements de crédits (installés ou non localement)

<sup>2</sup> Créances douteuses / ensemble des concours

**NB : Les données utilisées dans cette note sont arrêtées au 31 décembre 2014 sauf indication contraire**

**Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)**

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de rédaction : Y. MAYET

Editeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : août 2015 – Dépôt légal : août 2015 – ISSN 1952-9619